

« Revisiter l'école pour la diminution des tensions sociales et la réduction de la pauvreté en Haïti »

Ce texte est élaboré, en ce moment de crise morale traversant le pays, pour sensibiliser les décideurs politiques sur l'importance d'une véritable réforme au niveau du curriculum de l'école haïtienne en vue d'arriver à une société produisant des citoyens et des citoyennes qui soient solution au problème de la cité mais non l'inverse. Car, le pays dans toute sa composante, est fatigué des crises récurrentes nous empêchant de connaître un niveau de modernité et de progrès social en regard des autres pays de la Région.

Face à l'incertitude croissante prévalant dans le pays et aggravée par une crise multidimensionnelle, née de la disparition tragique du Président de la République Jovenel Moïse, notre seule planche de salut, c'est de mobiliser davantage de ressources vers un enseignement efficace dans l'optique de l'Objectif de Développement Durable (ODD4) du Congrès de New York des Nations-Unies de 2015. Faut-il bien se souvenir que l'investissement dans ce domaine produit toujours des bénéfices.

Mais des bénéfices non marchands en termes de qualité de vie de la population et de conscience citoyenne. Pour ainsi dire, de l'augmentation de la croissance économique, de la réduction de la pauvreté et de la diminution des tensions sociales sévissant dans le pays voire se protéger contre toute forme de pandémie et promouvoir l'hygiène.

On s'est dit que, si nombre de diplômés travaillent quelle que soit la filière avec un salaire princier tout en respectant la théorie des trois (3) huit, les manifestations ainsi que les casses s'estompent. Et ceux qui ne travaillent pas, reçoivent de l'Etat une allocation de type Welfare des USA ou de bolsa familia du Brésil pour augmenter leur pouvoir d'achat en attendant qu'ils trouvent un emploi. En soutenant un retour à l'Etat providentiel dans l'optique de John Maynard Keynes, nous rejetons d'un revers de main la pensée économique de Milton Friedman de l'école de Chicago Boys qui s'appuie sur le libre-échange.

De surcroît, faut-il bien favoriser la microfinance pour des diplômés qui veulent se mettre en collégial aux fins de montage des activités socio-économiques, génératrices d'emploi et de croissance. Mais les pouvoirs publics doivent surseoir sur les dépenses futiles comme l'achat de flotte de véhicules et réduire les montants faramineux de type contrat juteux des consultants travaillant dans le pays.

Tout en rééquilibrant le cadre macro-économique voire assainir les finances publiques pour satisfaire les conditionnalités des institutions de Bretton- Woods comme le FMI et la Banque Mondiale aux fins d'accès aux prêts et dons. En dépit du dysfonctionnement du Parlement devant lequel les accords de prêt doivent passer selon l'article 276.2 de la Constitution de 1987 amendée.

Et avec une bonne dose d'instructions civiques, morales et religieuses ainsi que d'éthique professionnelle, inscrite dans les curricula des cours, les citoyens et les citoyennes vont avoir un bon comportement dans la vie politique, économique et sociale. Par transitivité, on va arriver à la stabilité en dehors de toutes considérations d'ordre coloriste, idéologique et d'intérêts de classe.

Dans la même veine, des politiques publiques peuvent être envisagées en vue d'apporter des réponses à certains problèmes auxquels fait face la population comme l'insuffisance alimentaire, la cherté de l'enseignement de base, le manque de logements sociaux, l'indisponibilité des soins de santé, le chômage des jeunes diplômés et le transport en commun anarchique et sans oublier une allocation aux familles vivant dans des poches de pauvreté par une discrimination inversée. Ce sont des fondamentaux des droits humains prescrits dans la constitution et la charte de l'ONU, comme organe supranational.

Haïti, théâtre d'une conjoncture délétère.

Le pays s'enlise dans un climat de désarroi avec des manifestations intempestives et accentué par la crise de l'essence. C'est la débâcle des décideurs politiques. Tout le monde est perplexe et se demande de quoi, demain sera-t-il fait ? C'est la faiblesse de l'école. Jusqu'à présent, le capital humain dont parlait Becker, prix Nobel de l'économie, que produit « l'école haïtienne » n'a pas pu proposer une alternative au pays aux fins de modernité et de stabilité.

Le chroniqueur haïtien Michel SOUCAR aurait écrit « 30 ans de crise pour un pays normal ». Comme il avait écrit dans le passé un ouvrage titré « 16 ans de lutte pour un pays normal ». Et le philosophe haïtien de tendance Habermasienne, Yves Dorestal soutient que « tout est en crise en Haïti sauf la crise ».

Ainsi se demande-t-on avec Jean Price-Mars du mouvement indigéniste des années 1920 quelle est la vocation de l'Elite en Haïti ? Les gouvernements qui se sont succédé, quels ont été leurs programmes ? Et les Présidents pendant les trois dernières décennies, qu'est-ce qu'ils ont fait pour le pays en termes de paix sociale et de croissance pro-pauvre, une croissance qui aille dans le sens des plus démunis ? Et les Nations-Unies avec le Core Group actuellement et les pays dits amis d'Haïti dans le cadre des accords bi et multilatéraux relatifs au financement ? Mais pour quels bénéfices ? Pour quel accompagnement ?

Je ne peux pas dire comme l'écrivain français de tendance messianique Zola « J'accuse ». Toutefois, il est temps que la nation demande des comptes comme écrit l'historien Alain Turnier et d'ailleurs c'est le titre de son dernier ouvrage. Et a-t-on le droit de s'interroger davantage sur les causes de nos malheurs avec l'économiste Edmond Paul ayant marqué la seconde moitié du 19ème siècle haïtien.

Un diagnostic accablant

Lorsqu'on fait le vetting du système éducatif haïtien, on décèle toutes les pathologies dont souffre ce secteur et pour lesquelles des palliatifs sont proposés sous forme de grands outputs, consignés dans un plan d'éducation, tels que la qualité de l'enseignement de base, l'accroissement de l'accès des enfants à l'école, l'amélioration de l'adéquation formation-emploi et le renforcement des capacités institutionnelles avec un bon système d'information pour la gestion de l'éducation.

Parfois, on a l'impression que l'école forme et déverse des diplômés qui soient sulfureux, égoïstes, acculturés, ambitieux et brasseurs d'affaires. Et l'ex-ministre de l'éducation, Dr Charles Tardieu a été très scandaleux et provocateur lorsqu'il parle de corrompus. Par contre, loin de l'idée de manichéisme, je rencontre des gens sur mon parcours qui puissent être considérés comme des bénéfices pour la société. Que ce soit dans la filière de l'éducation, que ce soit dans la filière de la justice et que ce soit dans le secteur religieux.

Pierre Bourdieu et John Dewey soutiennent que les problèmes politiques, c'est le corollaire de l'école. Il faut bien qu'on le comprenne qu'en Haïti, nous n'avons pas une école haïtienne à proprement parler voire une école républicaine qui porte une pensée. Mais plutôt des écoles pour ainsi dire congréganiste, protestante, laïque dont le point d'orgue, c'est l'extraversion. En référence à une économie extravertie qui produit non pas pour le marché local mais pour le marché extérieur.

Entretemps, se dessine dans le pays un phénomène auquel assistons-nous impuissants celui de « la fuite des cerveaux » où des diplômés, toutes filières confondues, sont en instance de départ pour des cieux qui soient plus cléments. Malheureusement, le pays n'a pas les moyens pour mener une politique de rétention par rapport à l'émigration des sortants du système éducatif. Et comme dit l'autre, ils n'ont pas voyagé à l'esprit de retour mais plutôt ils sont partis.

La presse haïtienne rapporte, avant la crise sanitaire de covid-19 que plus de 85% de nos diplômés vivent à l'étranger particulièrement en Amérique du Nord. C'est un fort cout d'opportunité pour le pays qui a besoin tant

de compétences pour son niveau de modernité et de décollage économique. En d'autres termes, au lieu d'avoir des compétences en provenance des pays industrialisés, c'est plutôt ce pays en développement qu'est Haïti, qui exporte des diplômés. Voire pour la reconstruction du pays depuis le séisme dévastateur du mardi 12 janvier 2010 de magnitude 7.3 à l'échelle de Richter et le passage de l'ouragan Matthew du mardi 4 octobre 2016 gradué à l'échelle 4 de Saffyr-Simpson pour des rafales de 230 kms/h.

Une classe moyenne décapitalisée.

La reproduction de l'école creuse un grand fossé entre les gens vivant dans l'abondance et ceux dans la plus deshumanisante misère. Une véritable dualité entraînant un malaise dans la société. Il y a une lutte incessante de classes sociales en Haïti hormis le problème de l'idéologie de couleur dans une conception marxiste de l'histoire.

La pauvreté dans les grandes villes est un terreau fertile pour le pullulement des cours des miracles ou des bidonvilles dont le tableau est déjà peint par Victor Hugo, poète français, dans le courant parnasse de la seconde moitié du 19ème siècle européen.

Entre les deux groupes sociaux existant les classes moyennes qui ruinent avec la dévaluation de la monnaie nationale par rapport à la devise américaine. Aussi les observateurs se demandent-t-ils pourquoi cette hausse en pleine crise où les ports et les aéroports sont semi-paralysés ? A quoi ça sert ?

Est-ce le retour du vieux mercantilisme marqué par la thésaurisation de l'or et le contrôle de la « balance commerciale » ? Cela nous fait penser aussi à la théorie de la main invisible de l'économiste écossais Adam Smith. Aussi se questionne-t-on quelles sont les fonctions de la Banque des banques qu'est la Banque de la République d'Haïti (BRH) ?

Toutefois, maintenant, il y a une nette appréciation de la gourde par rapport au dollar au taux de référence de la BRH de \$1 pour 117g. Les économistes sont très sceptiques Comme le professeur Eddy Labossiere de l'INAGHEI, Docteur d'Etat en Sciences Economiques. Ne peut-on pas parler de « miracle négre » pour utiliser une expression d'historien. Lique cela défie toute analyse voire tout modèle.

Une crise de modèle

Nous assistons de nos jours à une crise de valeurs. L'Eglise seule force morale et dernier rempart de la société se croise les bras face au chaos régnant dans la cité. Et qui pis est, lors des marches contre le pouvoir en place du défunt-Président, l'Institution religieuse était contrainte à marcher, elle aussi, frappée par un effet de mode. Ceci entraîne un effet de boomerang comme corollaire et la perte de son pouvoir de convocation.

La Primature, branche de l'Exécutif bicéphale, est désacralisée à l'issue des manifestations. La Justice est instrumentalisée selon l'opposition et une frange des organisations des droits humains. Le Parlement dysfonctionnel est vilipendé à la suite de nombreux scandales, les uns plus avilissants que les autres. L'Administration en générale ne fonctionne pas à grand rendement en raison des convulsions politiques et de l'effet de covid-19.

Et à l'entrée Sud (Martissant) et Nord (Canaan) de Port-au-Prince, ces derniers temps c'est le théâtre d'affrontements entre bandes rivales. Dans les zones de non droit ou la vallée de l'ombre de la mort que décrit le psalmiste, les bandits règnent en maître et défient les forces de l'ordre. C'est un retour à l'état de nature en Haïti comme dépeint l'intellectuel haïtien Jean Saintvil dans un instructif texte intitulé « Haïti s'achemine-t-elle vers un retour à l'état de nature » ? Où les bandits armés construisent leurs propres règles de droit.

Et la vie est banalisée dans ces zones criminogènes. Un cadavre se trouvant sur une pile d'immondices, le marchand de pâtée continue à frire ses pâtes et le marchand de fresco a « grager » son bloc de glace. C'est l'effritement de l'autorité en raison d'une crise de légitimation et de légitimité dont fait l'objet le locataire du Palais national et de la Primature, le neurochirurgien Ariel Henry.

Ajouter à cela, un véritable malaise existant entre les pouvoirs publics de l'État allant à l'encontre des théories de Montesquieu et de Rousseau. Depuis 1987, pourquoi l'État haïtien n'a-t-il pas institué un système électoral aux fins d'organisation des joutes de façon périodique ? Comme font la République Dominicaine, le Chili, le Brésil et les USA ainsi que la France.

Une nouvelle école

Eu égard à cet état de fait, l'école que nous rêvons tous pour Haïti au début du XXI^e siècle est surtout une école où l'on enseigne, à part quelques matières traditionnelles, l'informatique, les langues étrangères, la musique, le sport, la technique, l'histoire nationale, l'éducation à la citoyenneté comme le savoir-vivre ensemble, la résolution de conflits, le respect des deniers publics et la gestion en termes de cours d'entrepreneuriat/PME conduisant les diplômés à l'auto-emploi.

Je veux parler d'une école qui s'appuie sur la pédagogie inversée où l'apprenant à la maison même construit son apprentissage grâce à des plateformes développées comme alternative à des moments de pays en mode-lock ou à des ouragans ou des épidémies.

L'école haïtienne doit s'ouvrir également sur sa communauté et articuler son fonctionnement et son orientation avec les besoins qui y prévalent. Notre vœu se justifie en raison du fait que, jusqu'à preuve du contraire, l'école forme les apprenants pour être salariés, mais non pour être patrons. Alors qu'elle se constitue comme l'espace par excellence où s'expriment et se découvrent les règles du jeu social notamment en matière de mobilité intergénérationnelle.

C'est entre autres ce constat qui fournit des explications relatives au taux de chômage dépassant 60% dans la population active, chômage alimentant une crise aigüe dont la solution, semble-t-il, n'est pas pour demain.

La plupart de ceux qui travaillent, observons-nous, évoluent dans une situation de sous-emploi et même de chômage déguisé pour répéter les géographes. Ils bossent, mais ils ne peuvent pas subvenir à leur besoin en raison de la revalorisation du coût de la vie et surtout du marasme économique dans lequel se débat encore le pays.

Epiloguant sur cette situation, un collègue nous rapporte qu'une banque de la place avait organisé un concours de recrutement, la majorité des postulants qui s'étaient présentés et qui étaient, d'ailleurs, dans la tranche d'âge de 25 à 35 ans, n'ont jamais fait l'expérience de travail. On s'est dit quelle aberration !

Une inadéquation formation-emploi

Toujours est-il que, quand dans une société nombre de diplômés végètent dans la précarité et le chômage après avoir investi leur temps et leur avoir dans la scolarisation et/ou dans le processus qui mène à la professionnalisation, il est dans l'ordre normal des choses que des problèmes de taille qui ne font que s'exacerber se posent à l'attention des plus hauts responsables.

L'école et l'entreprise en Haïti sont toujours aux antipodes l'une l'autre, et pourtant ce sont des éléments indissociables qui doivent être pensés ensemble en regard bien sûr de la finalité de l'éducation d'autant que nous vivons dans un monde qui met beaucoup d'accent sur la compétitivité et sur la Trans nationalisation de la production ainsi que sur des études de traçabilité pour mesurer le degré de satisfaction des chefs d'entreprise qui embauchent des diplômés en revenant des centres professionnels. Nous devons donc nous interroger sans cesse sur l'efficacité externe du secteur et, pourquoi pas, sur la politique gouvernementale en matière de création d'emploi.

Toutefois, cela ne signifie pas pour autant que nous reléguions au second plan les aspects humains de l'éducation avec ses dimensions morale, affective et culturelle. Bien au contraire ! La corruption, qui donne au pays, lors du scandale politico-financier de Petro caribe, une mauvaise presse au niveau international et qui décrédibilise en même temps les institutions haïtiennes dans leur ensemble auprès des nationaux en mettant à jour le fait que leur rentabilité sociale laisse à désirer, oblige à verser dans nos préoccupations la philosophie selon laquelle l'école

inscrit ses apprenants à travers un « curriculum caché » qui ne serait que le résultat concret de tout ce que l'école emporterait de son environnement qu'elle n'arriverait pas à changer.

Inculcation d'une morale moralisante

Nous avons besoin de transmettre aux élèves des systèmes de valeur axés sur l'économique, certes, mais surtout sur une morale moralisante de telle sorte que lorsqu'ils accèdent plus tard à des postes de responsabilité, ils ne transforment pas l'administration en caverne d'Ali Baba où les gens s'impliquent à longueur de journée dans des opérations marginales, constituant un manque à gagner pour le fisc. Dans cette optique, nous pensons que l'enseignement- apprentissage doit être redéfini et les programmes revisités en inculquant aussi aux apprenants des compétences comme apprendre à apprendre, apprendre à faire, apprendre à entreprendre et surtout apprendre à vivre ensemble, pour répéter Jacques DELORS de l'UNESCO.

Dans la perspective d'une éducation à la citoyenneté, nous devons développer chez l'élève haïtien comme compétence, l'intelligence émotionnelle dans l'optique de Daniel Goldman de manière à ce qu'il soit en mesure de gérer non seulement ses propres émotions, mais également celles des autres en vue d'avoir une culture de tolérance.

Aussi faut-il développer dans une conception durkheimienne sinon encourager chez les apprenants le moi social et le moi moral afin qu'ils aient des projets porteurs en commun pour le développement de la communauté et la création de richesses. Qu'ils ne deviennent pas en raison de l'orientation proposée par l'école un problème pour la société, mais plutôt solution au problème de la société.

Vers la pédagogie du forgeron

L'école à laquelle nous aspirons dans une vision prospective devrait puiser profondément dans l'approche de la pédagogie du forgeron. C'est encore le fameux "learning by doing" de John Dewey, courant pédagogique véhiculé au siècle dernier. Et d'autres parlent de l'approche par compétences, empruntée à l'enseignement technique et professionnel au profit de l'éducation de base et du secondaire. Elle a été expérimentée dans un village en Tunisie où des enfants du cycle primaire ont pu faire fructifier leur plantation de légumes.

Ce qui nous fait penser à la réforme du Ministre haïtien de l'Éducation Maurice Dartigue des années 40 où il était prévu, dans le cadre de l'enseignement rural, une parcelle de terre attachée à chaque établissement scolaire aux fins d'expérimentation. Bien que le Ministre Joseph C. Bernard plus tard ait jumelé l'enseignement rural et l'enseignement urbain en un seul type d'enseignement appelé « enseignement fondamental ». Sa réforme a voulu donner aux élèves un enseignement de type holistique où la théorie et la pratique sont concomitantes. Et que l'apprenant sorte avec un métier lui permettant de gagner sa vie et de contribuer au développement de sa communauté.

Nous y voyons un certain pragmatisme qui contraste avec l'orientation théorique ou classique qui caractérise le système éducatif actuel dans un contexte assez particulier où l'enseignement est d'ordre général de telle sorte que les filières ne soient pas diversifiées. On accuse un retard qui nous met hors de compétition même au niveau régional.

Remarquons cependant que nombre de pays dans le monde comme le Canada ont déjà revisité l'articulation de leurs programmes scolaires en ce sens et, en même temps, ont beaucoup investi dans les activités scolaires et parascolaires, et dans tout ce qui ramène à la vie de l'école et qui est en mesure de favoriser aux élèves de développer certaines habiletés pratiques à travers des activités qui les responsabilisent et qui instaurent chez eux une culture de résultat et d'imputabilité. Le savoir-faire est essentiel pour arriver au développement endogène et surtout pour sortir l'école de sa faillite.

Une école bovaryste marquée par une culture de miroir

L'école haïtienne a toujours été une école élitiste de type bovaryste marquée par une culture de miroir, selon le professeur Lyonel Trouillot. C'est comme dans le roman de Flaubert, l'héroïne idéalisée, Mme Bovary, qui incarnait le superficiel.

Pendant longtemps, l'éducation de qualité a toujours été l'apanage d'une minorité. Perçue comme un outil de reproduction sociale dans la conception de Bourdieu, l'école en Haïti est une école de compétition au lieu d'une école de coopération dans la logique d'Ovide Decroly et de Maria Montessori, tenants de l'éducation nouvelle.

Une école où les enfants dès leur plus jeune âge commencent à respecter la diversité culturelle et résoudre leur différend ainsi qu'à avoir de micro-projets en commun sous forme simulée pour le développement de leur communauté en termes d'apprentissage de type « projet main à la pâte » en vue d'entrer dans la vie active.

Une école de psittacisme reposée sur des examens

Aussi repose-t-elle, l'école haïtienne, sur des connaissances encyclopédiques, des connaissances apprises sous forme de psittacisme avec une pédagogie frontale et interrogative de type behavioriste et de type Bloom. L'élève réussit tant bien que mal pour l'école mais non pour la vie. Il fait l'objet d'une formation qui laisse à désirer et qui est souvent en inadéquation avec les besoins réels du pays voire du secteur moderne de production et de services.

De toute évidence, notre école doit être repensée pour aborder les vrais problèmes de la société comme la gouvernance, la tolérance, le respect de la res publica, le paiement de l'impôt et la question du temps électoral ainsi que l'équité sociale. Par caeteris paribus ou toutes choses restant égales par ailleurs, si les curricula ne sont pas revisités dans leurs orientations générales, nous n'arriverons jamais à cette nouvelle société dont nous rêvons tous.

En effet, les compatriotes haïtiens, toutes couches sociales confondues, se plaignent des crises récurrentes qui émaillent l'histoire de notre vie de peuple. Une histoire dont la formation sociale est mal partie avec la conjuration conduisant à la disparition du Fondateur de la Patrie en la personne du General Jean Jacques Dessalines. Celui qui a réalisé la fameuse bataille de Vertières en faisant mordre la poussière à l'armée expéditionnaire de Napoléon. Ce roi grincheux qui a voulu rétablir l'esclavage dans l'île.

Par ailleurs, depuis les événements fâcheux de 1806, on peut dire sans ambages que c'est la théorie des dominos avec des coups d'état en cascade, des guerres civiles larvées, des occupations étrangères et des dictatures féroces et comme incidences : l'accentuation de la pauvreté des familles dans les grandes villes, le chômage des diplômés et le non-achèvement des programmes-projets sous forme de grandes politiques publiques.

Et cette problématique devient de jour en jour un sujet d'intérêt pour les cadres du pays ayant la vocation de services publics et qui ne voulaient pas rester à l'étranger en se posant cette question que je qualifie de transversale : peut-on planifier un secteur whatever le domaine d'intervention dans une situation de chaos ? Dans cet intermède de paralysie d'institutions régaliennes dans la conception de Hobbes comme la Présidence, le Parlement et la Cour de Cassation en Haïti, que faire pour sortir le pays de cet imbroglio dans lequel il s'enfoncé davantage depuis des décennies ?

Une peur bleue de l'insécurité comme fait social

Avant l'assassinat crapuleux du Président de la République, il prévalait dans le pays une peur bleue de l'insécurité et du kidnapping où des jeunes gens vulnérables sans espoir s'adonnant à la drogue comme élément addictif se font enrégimentés dans des gangs armés pour semer le deuil et la désolation dans les familles. Ce qui a contraint nombre d'entre elles à envoyer leurs progénitures à l'étranger pour ainsi dire à destination des endroits plus sûres où l'impunité est bannie.

Faut-il bien se rappeler que, dans toutes sociétés humaines, il y a toujours des déviants, des paranoïaques et des criminels nés qui sont hantés par la nécrologie à donner la mort. Mais, il faut qu'il y ait des institutions fortes comme la Police, la Justice pour les traquer et les mettre hors d'état de nuire aux fins de redressement et de rééducation. Puisque la société a le droit de punir un de ses membres incriminés après avoir commis un forfait ou une infraction, figurée dans l'échelle des peines du Code d'Instructions Criminelles selon le régime civiliste ou romano-germanique.

L'éducation : stratégie de modelage de la pensée

Il va sans dire que la pertinence des programmes de l'école haïtienne ne va pas résoudre toutes les chicanes de la société, mais tout au moins les atténuer. Les pouvoirs publics doivent consacrer une part importante du PIB vers l'éducation en vue d'accroître le rendement du secteur.

Toujours est-il que l'investissement dans l'éducation comme filière porteuse d'avenir et pérenne en regard de cette société cognitive marquée par le numérique et le multimédia, comporte toujours de bénéfique en termes de compétences transversales et comportementales voire de satisfaction psychologique dans l'optique de Maureen Woodhal dans son ouvrage intitulé "l'analyse coût- bénéfique dans la planification de l'éducation".

L'éducation permet, tout aussi bien, de modeler la pensée de l'homme pour qu'il ait, effectivement, le sens de la cohabitation et du partage. Et, dans notre cas, elle peut extirper dans l'anthropologie haïtienne toute forme de méfiance et de mysticisme nous handicapant à nous mettre d'accord sur un minimum de projets pour conduire le pays vers un niveau de développement durable, prôné par le système des Nations-Unies dans ses différentes assises.

L'école haïtienne en tant qu'entité a une part de responsabilité dans la déchéance de cette société conduisant à une crise d'identité et de repère. Or, comme le veut ce vieil adage, "tant vaut l'école, tant vaut la nation". Et de surcroît, « Ouvrir une école dans un village, c'est (de) fermer une prison ».

Les programmes obsolètes de plus de trente (30) ans, issus de la réforme Bernard, ne sont jamais innovés et comme corollaire faible rendement externe. En fait, l'Etat, comme symbole de puissance publique et ayant un pouvoir régaliens, doit développer des mécanismes aux fins d'un meilleur rééquilibrage entre l'offre de formation et la demande du marché de l'emploi tout en encourageant le micro-crédit et le partenariat avec le secteur privé d'affaires.

Dans cette optique, les pouvoirs publics doivent gérer la balance commerciale ainsi que celle de paiement pour éviter la fuite des devises sans nier le rapport import-export. Cela nous amène à des politiques de protectionnisme moins drastiques.

En guise de conclusion

Au bout de piste, ce nouveau paradigme qui sous-tend la revisitation du curriculum exigerait aux décideurs du pays comme l'Exécutif et le Parlement ainsi que la société civile dans une véritable task force à travailler en synergie d'action. Tout ceci va nous permettre sans nul doute d'arriver enfin à la stabilité politique et à la paix sociale hormis les contradictions majeures en raison de gros intérêts, tant au niveau interne avec l'accumulation d'une minorité qu'au niveau de la géopolitique avec la dépendance vis-à-vis de grandes capitales pour répéter l'écrivain égyptien Samir Amin. D'où la révolution silencieuse au niveau de la conscience de l'homme haïtien.

Yves ROBLIN

**Ex-boursier de l'Etat à l'Unesco de Paris et Diplômé de l'Ecole Normale Supérieure de P-au-P. Auteur :
« Covid-19 et les outils de planification du système d'éducation en Haïti »**